

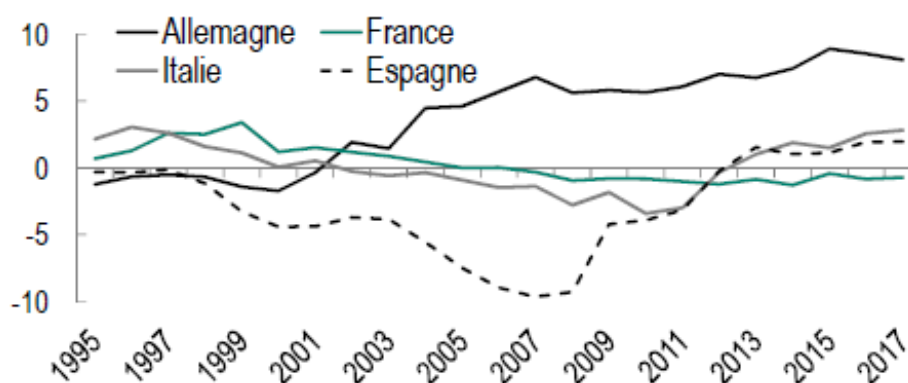
Pourquoi les exportations françaises restent-elles désespérément faibles ?

blogs.alternatives-economiques.fr/anota/2019/02/04/pourquoi-les-exportations-francaises-restent-elles-desesperement-faibles

- Martin Anota
- 04/02/2019

Le compte courant de la France s'est dégradé régulièrement entre 1999 et 2011 en passant de 3,4 % du PIB à - 1 % du PIB, avant de légèrement s'améliorer pour atteindre en moyenne un déficit de 0,7 % du PIB sur la période allant de 2015 à 2017 (cf. graphique 1). Une telle performance contraste avec celle de l'économie allemande, que l'on considérerait comme « l'homme malade de l'Europe » il y a à peine deux décennies : au début des années deux mille, son compte courant est redevenu excédentaire et cet excédent courant s'est ensuite fortement accru, atteignant 8,1 % du PIB en 2017.

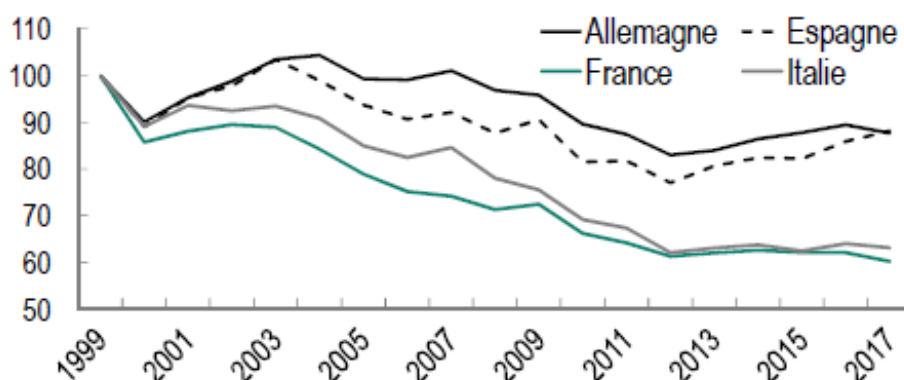
GRAPHIQUE 1 Solde de la balance courant des grands pays de la zone euro (en % du PIB)



source : CEPII (2019)

Bien sûr, la performance allemande tient notamment à la faiblesse de sa demande domestique, contenant les importations allemandes, mais les exportations françaises se singularisent par leur faiblesse et cette dernière n'est pas sans susciter de profondes inquiétudes : la part des exportations mondiales réalisées par la France a chuté de 40 % entre 1999 et 2017, en passant de 5,8 % à 3,5 % (cf. graphique 2).

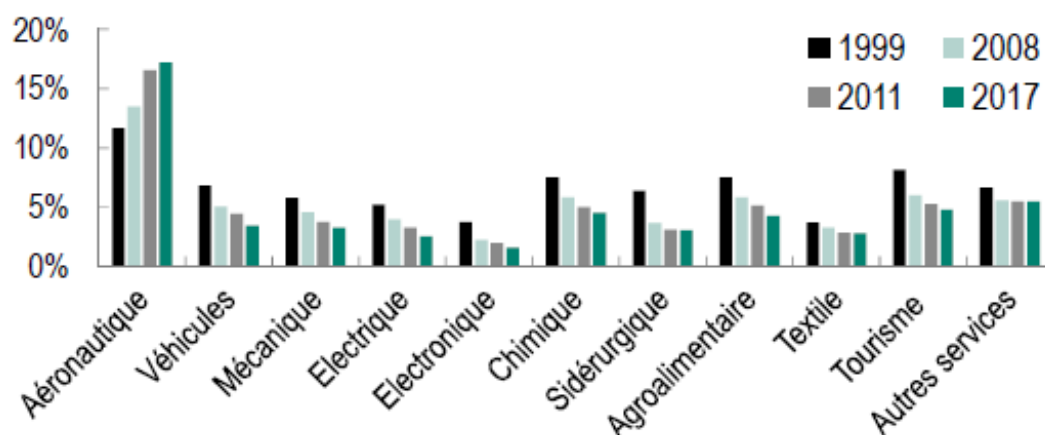
GRAPHIQUE 2 Parts de marché des grands pays de la zone euro dans les exportations mondiales (en indices, base 100 en 1999)



source : CEPII (2019)

Beaucoup voient dans cette chute de la part de marché de la France le signe de réelles fragilités structurelles. Beaucoup accusent un coût du travail excessivement élevé, des problèmes de compétitivité structurelle ou encore une mauvaise spécialisation du tissu productif français, etc. Dans la dernière *Lettre du CEPII*, Charlotte Emlinger, Sébastien Jean et Vincent Vicard (2019) ont passé en revue les diverses explications possibles des mauvaises performances de la France à l'exportation pour essayer de déceler les plus convaincantes.

GRAPHIQUE 3 Parts de marché mondiales de la France par secteur (en %)



source : CEPII (2019)

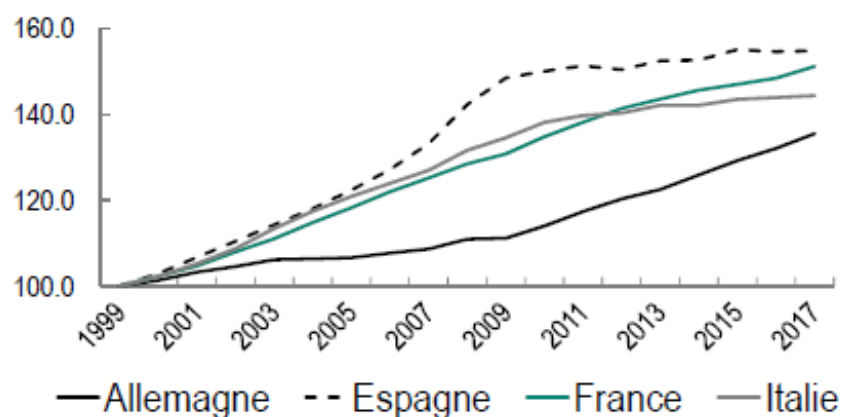
Emlinger et ses coauteurs doutent que le creusement du solde commercial français tienne à des difficultés rencontrées par des secteurs en particulier. En effet, la baisse des parts de marché s'observe dans l'ensemble des secteurs. Seule l'industrie aéronautique fait figure d'exception, mais en l'occurrence positivement, puisque, dans ce secteur, la part des entreprises françaises dans l'ensemble des exportations mondiales a fortement augmenté depuis 1999 (cf. graphique 3).

L'atonie des exportations françaises ne s'expliquerait pas non plus par une éventuelle inadéquation du système productif français à la demande mondiale. C'est ce que suggérait déjà le rapport coordonné par Fontagné et Gaulier (2008). Emlinger et ses coauteurs confirment leurs conclusions en utilisant des données plus récentes : non seulement la baisse des parts de marché des entreprises françaises ne s'explique pas par une plus faible croissance de leurs marchés d'exportation, mais en outre la structure des exportations des pays n'a pas significativement changé ces dernières décennies.

Il n'est également pas évident de parler d'un problème de compétitivité structurelle. Les études cherchant à évaluer la qualité des produits exportés ne concluent pas vraiment en une sous-performance des produits français à ce niveau-là. L'idée d'une possible dégradation de la compétitivité structurelle des entreprises françaises tient souvent à l'hypothèse que l'investissement ait été freiné par une moindre accumulation de profits, or les entreprises françaises ne font pas face à de significatives contraintes financières. Certes le taux d'investissement en machines et en équipements est plus faible en France

qu'en Allemagne, en Italie et en Espagne, mais les entreprises françaises investissent très fortement dans les logiciels et elles investissent bien plus que leurs rivales espagnoles et italiennes dans la recherche-développement.

GRAPHIQUE 4 Salaires nominaux dans les grands pays européens (en indices, base 100 en 1999)



source : CEPII (2019)

L'idée d'une perte en compétitivité-prix semble un peu plus convaincante. Entre 1999 et 2008, les salaires nominaux se sont au total accrus de 29 % en France, contre 11 % en Allemagne (cf. graphique 4). Après la crise financière mondiale et surtout la crise de l'euro, ils ont continué d'augmenter à peu près au même rythme en France (mais plus lentement depuis 2013), alors que leur croissance ralentissait en Italie et en Espagne et s'accélérait fortement en Allemagne. L'adoption du CICE a également contribué à réduire le coût unitaire du travail en France. Emlinger et ses coauteurs estiment ainsi que si la divergence dans les performances à l'exportation des entreprises de l'Allemagne et de la France ont pu s'expliquer par la divergence des coûts relatifs entre les deux pays jusqu'en 2011, c'est moins probablement le cas après.

Mais là où la France se distingue vraiment des autres grands pays européens, c'est par le poids de ses multinationales. En 2014, les multinationales françaises employaient 6 millions de personnes à l'étranger, contre respectivement 5 millions, 1,8 million et moins d'un million pour leurs rivales allemandes, italiennes et espagnoles. En l'occurrence, ces effectifs ont augmenté deux fois plus vite pour les multinationales françaises que pour leurs rivales allemandes et italiennes sur la période allant de 2007 à 2014. Il est alors possible que l'implantation à l'étranger se soit en partie substituée à la production sur le territoire national. Emlinger et ses coauteurs estiment ainsi que la dégradation des performances commerciales françaises tient davantage à une perte d'établissements industriels qu'à un quelconque problème de compétitivité. L'expansion des activités des multinationales françaises à l'étranger s'est en outre traduite par une hausse des recettes que celles-ci tirent de leurs investissements : ces recettes représentaient 1,9 % du PIB français, contre 1,5 % dans le cas de l'Allemagne et environ 0,5 % dans le cas de l'Espagne et de l'Italie. Ce sont elles qui contribuent à expliquer pourquoi le compte courant français reste à peu près équilibré malgré l'importance du déficit commercial. En outre, il ne faut pas oublier que l'évitement fiscal pratiqué par les multinationales tend à dégrader le solde commercial du pays en gonflant leurs profits à l'étranger et à réduire le profit de leurs rivales étrangères sur le territoire national.

Références

EMLINGER, Charlotte, Sébastien JEAN & Vincent VICARD (2019), « L'étonnante atonie des exportations françaises », *Lettre du CEPII*, n° 395, janvier.

FONTAGNE, Lionel, & Guillaume GAULIER (2008), « Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne », *rapport du CAE*, n° 81.

A lire également

Budget



Pouvoir d'achat : du mieux pour les ménages

Pierre Madec, Matthieu Plane et Raul Sampognaro 01/02/2019

Royaume-Uni



Brexit : la faute des banques ?

Gilles Raveaud 01/02/2019

Ouverture



France : moins d'un quart des emplois exposés à la mondialisation

Christian Chavagneux 31/01/2019